Thomas Renard

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 15 JUILLET 2026

Les dangers qui planent derrière le sommet américain sur le terrorisme d'extrême gauche

Les États-Unis accueillent un « Sommet » international à Washington D.C., axé sur la « résurgence du terrorisme transnational d'extrême gauche ». Contrairement au large consensus qui a sous-tendu la création de la coalition globale contre Daesh il y a dix ans, cette réunion suscite un malaise général et illustre la divergence croissante entre les États-Unis et ses alliés européens sur les questions terroristes.

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

Les États-Unis accueillent un « Sommet » international à Washington D.C., axé sur la « résurgence du terrorisme transnational d'extrême gauche ». Contrairement au large consensus qui a sous-tendu la création de la coalition globale contre Daesh il y a dix ans, cette réunion suscite un malaise général et illustre la divergence croissante entre les États-Unis et ses alliés européens sur les questions terroristes.

Depuis le début de son second mandat, le président Trump semble obnubilé par l'extrême gauche, et plus précisément par le mouvement « Antifa ». Cette obsession n'est pas nouvelle. Il avait déjà appelé à la désignation du mouvement comme « terroriste » lors de son premier mandat présidentiel. Malgré des obstacles juridiques, il a finalement réussi en septembre 2025, faisant d'Antifa le premier groupe terroriste intérieur répertorié aux États-Unis, seulement dix jours après l'assassinat de son proche confident, Charlie Kirk, par un individu rapidement diabolisé comme « de gauche » – bien que son profil paraisse plus complexe.

Clivage transatlantique

Dans la nouvelle stratégie américaine de lutte contre le terrorisme, publiée en mai dernier, le terrorisme de gauche est élevé au rang de priorité absolue, aux côtés de seulement deux autres priorités : le terrorisme islamique et les cartels de drogue.

Les Européens s'accordent globalement sur ces deux dernières priorités. La majorité des services de renseignement européens considèrent que le djihadisme constitue la principale menace terroriste. Les Européens s'accordent également largement à dire que les cartels de la drogue représentent une menace sérieuse, même s'ils ne les considèrent pas comme un problème terroriste.

C'est sur la question du terrorisme de gauche que la divergence transatlantique devient la plus tangible. Bien que tous les services anti-terroristes européens surveillent les activités au sein des milieux extrémistes de gauche, ils ne considèrent généralement pas ces mouvements comme une menace prioritaire.

À l'inverse, la plupart des services de sécurité européens perçoivent l'extrémisme de droite comme la deuxième menace terroriste la plus significative, après le djihadisme. Aux États-Unis, l'extrémisme de droite a longtemps été considéré comme la principale menace terroriste intérieure, notamment par le FBI, mais il n'est nullement mentionné dans la nouvelle stratégie américaine. Il s'agit très clairement d'une décision politique puisque l'extrême droite américaine est aujourd'hui plus puissante que jamais.

Les conséquences de ces nouvelles orientations américaines sont déjà visibles. Alors que les extrémistes de droite qui ont pris d'assaut le Capitole américain en janvier 2021 ont été libérés avec l'approbation de Trump, des manifestants présumés « Antifa » ont été poursuivis, et condamnés pour terrorisme à de très longues peines de prison.

La lutte antiterroriste sous l'administration Trump est devenue un instrument politique. Après le 11 septembre 2001, le président George W. Bush s'était adressé au monde en disant « vous êtes soit avec nous, soit contre nous ». Aujourd'hui, le président Trump dit exactement la même chose, sauf qu'il trace la ligne selon un clivage politique gauche-droite, dans une approche qui s'avère extrêmement clivante.

Occasion manquée

Contrairement à la perception répandue, les Européens ne sont pas réticents à parler du terrorisme d'extrême gauche. Plusieurs services de renseignement européens ont déjà indiqué publiquement qu'ils notaient une augmentation de la menace de l'extrémisme violent d'extrême gauche, tout en insistant sur le fait qu'elle reste bien inférieure à celle de l'extrême droite.

Dans son dernier rapport annuel, l'Office fédéral allemand pour la protection de la Constitution (BfV) a pointé une augmentation de 60 % des crimes violents d'extrême gauche en 2025. La Sûreté de l'Etat belge (VSSE) a également signalé en 2025 davantage d'incidents violents liés à l'extrême gauche, tandis que le directeur de la Direction Nationale du Renseignement Territorial (DNRT) français observe une « escalade » de la menace d'extrême gauche.

Plusieurs incidents depuis le début de cette année semblent confirmer cette tendance. En janvier, le Vulkangruppe a revendiqué un incendie criminel qui a laissé des dizaines de milliers de foyers et d'entreprises sans électricité pendant plusieurs jours en Allemagne. En février, un groupe anarchiste a revendiqué la responsabilité du sabotage des infrastructures ferroviaires en Italie lors des Jeux Olympiques d'hiver.

La mort du militant d'extrême droite Quentin D., tué par des militants antifascistes lors d'une bagarre de rue à Lyon en février dernier, illustre que certains extrémistes de gauche sont également de plus en plus disposés à recourir à la violence contre d'autres personnes, essentiellement des extrémistes de droite, et plus seulement contre des biens matériels.

Le danger à venir

La divergence transatlantique qui s'opère en matière de lutte antiterroriste crée deux défis fondamentaux pour les Européens. Premièrement, il y a une tentative américaine claire d'influencer la perception des menaces en Europe, illustrée notamment par les multiples réunions organisées à travers l'Europe en amont du sommet. Or, les évaluations de la menace doivent impérativement demeurer indépendantes des pressions politiques, en particulier étrangères.

Deuxièmement, une division transatlantique croissante sur la lutte contre le terrorisme pourrait nuire gravement à la sécurité européenne. En effet, le renseignement américain est primordial dans les efforts européens de lutte contre le terrorisme, où il n'existe pas encore d'« autonomie stratégique ». Les agences américaines ont contribué à déjouer de nombreux attentats en Europe au fil des ans.

Des priorités divergentes pourraient avoir des conséquences concrètes. Si les États-Unis ne surveillent plus les réseaux extrémistes de droite, par exemple, les Européens perdront des renseignements essentiels et deviendront plus vulnérables. Une baisse de confiance entre les services anti-terroristes, notamment par crainte de l'instrumentalisation politique du renseignement, engendrerait des conséquences tout aussi négatives.

En conclusion, la principale menace pour les Européens ne vient pas tant du terrorisme d'extrême gauche, déjà très surveillé par les services de sécurité, mais davantage de la gestion d’une relation transatlantique sensible et de la politisation du contre-terrorisme américain.

Dr Thomas Renard est directeur du Centre international de lutte contre le terrorisme (ICCT), un groupe de réflexion à La Haye.

Ce blog est personnel, la rédaction n’est pas à l’origine de ses contenus.

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart - 127 avenue Ledru-Rollin, 75011 Paris.
RCS Paris 500 631 932. Numéro de CPPAP : 1224Y90071 - Directeur de la publication : Carine Fouteau